



**HAL**  
open science

# Le monde toxique "vu de Seveso". De la catastrophe à l'alternative écologique

Laura Centemeri

► **To cite this version:**

Laura Centemeri. Le monde toxique "vu de Seveso". De la catastrophe à l'alternative écologique. Monde Commun, 2021. <hal-02910912>

**HAL Id: hal-02910912**

**<https://hal.science/hal-02910912v1>**

Submitted on 3 Aug 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

## **Le monde toxique “vu de Seveso”. De la catastrophe à l’alternative écologique.**

Laura Centemeri

Le désastre de Seveso a été décrit comme une catastrophe classique et paradoxale. La fuite d’un nuage de 2,3,7,8-tétrachlorodibenzo-p-dioxine (ou TCDD) d’un des réacteurs de l’usine chimique ICMESA, en Italie, le 10 juillet 1976, déclencha une grave crise sanitaire. Elle conduisit à l’adoption, en 1982, de la première législation européenne sur le risque d’accidents industriels majeurs. La Directive 82/501/CEE (connue comme *Seveso 1*) prévoit la délimitation de zones à risques - dites “Seveso” - qui font désormais partie de nos paysages urbains. L’écho international du désastre a transformé une petite ville du nord de l’Italie en un lieu symbole des risques de l’industrialisation. Dans cet article, je souhaite tout d’abord préciser le caractère « paradoxal » de cette catastrophe. Mon pari est que l’analyse des contradictions, impasses et dilemmes qui ont émergé dans la gestion de la crise sanitaire à Seveso puisse contribuer à la compréhension de certains des processus qui favorisent, de manière plus générale, la production sociale de l’invisibilité des dommages à l’environnement et de leurs victimes.

En même temps, je souhaite montrer comment l’expérience de la catastrophe, là où elle s’est passée, a été motrice d’une transformation des formes d’engagement politique pour l’environnement. En revenant sur le parcours des militants du groupe écologiste de *Legambiente*<sup>1</sup> à Seveso, il s’agira de comprendre comment le fait d’avoir relevé le défi de restituer des milieux de vie « ruinés »<sup>2</sup> par la contamination à la possibilité du vivre ensemble a pu conduire à une transformation profonde des modalités de cet engagement. Or, la condition d’engagement écologique dans un monde « ruiné » se généralise aujourd’hui. De ce point de vue, il est intéressant d’interroger ce que l’expérience de Seveso a à nous apprendre sur le potentiel transformateur des alternatives écologiques. Cette articulation entre l’expérience de la catastrophe écologique, la transformation de l’action politique écologiste et la création d’alternatives est au cœur de la réflexion de Laura Conti (1921-1993), médecin, députée communiste, militante féministe, une figure centrale bien que marginalisée de l’écologie politique italienne. Elle a été témoin et protagoniste directe

---

<sup>1</sup> *Legambiente* est une association écologiste italienne née en 1980. Elle compte 115 000 membres au sein de 20 groupes régionaux et de 1 000 groupes locaux.

<sup>2</sup> Anna L. Tsing, *Le champignon de la fin du monde. Sur la possibilité de vivre dans les ruines du capitalisme*. Paris, La Découverte, 2017.

de la catastrophe de Seveso et a cherché à en éclairer les paradoxes, y compris la faible propension de la population à demander justice pour les dommages subis. Elle l'a fait en s'intéressant tout d'abord à mieux comprendre la relation des habitants à leur milieu, faite tout autant d'attachement que de négligence, et le désastre quotidien et silencieux que vivaient ces territoires bien *avant* la catastrophe de la dioxine. *Visto da Seveso (Vu de Seveso)* est le titre d'un livre-essai qu'elle publia en 1977 et dont je souhaite montrer l'actualité, notamment comme invitation à une pratique politique « attachée au territoire habité ». Ce mouvement exigeant d'attachement au territoire habité est nécessaire à la reconnaissance des bonnes prises et des formes de traduction pratique les mieux adaptées pour ancrer un agir politique inspiré par une volonté de justice sociale et environnementale.

### ***Du nuage passé inaperçu à la catastrophe écologique***

L'accident à l'origine de la catastrophe de la dioxine eut lieu à l'intérieur de l'usine ICMESA, située dans la ville de Meda à la frontière avec la ville de Seveso, dans la région de la Brianza, à 20 km de Milan. L'usine appartenait à la firme multinationale suisse Roche, par l'intermédiaire de la société Givaudan. Le samedi 10 juillet 1976, vers midi et demi, un nuage toxique de TCDD (nommée depuis « dioxine de Seveso ») et d'autres polluants fut libéré dans l'air par le réacteur de production du trichlorophénol, un produit intermédiaire utilisé principalement pour la fabrication d'herbicides. Une réaction exothermique soudaine provoqua la rupture de la soupape de sécurité. Les poisons furent dispersés par les vents et tombèrent sur le territoire des villes de Meda, Cesano Maderno, Desio et Seveso.

En 1976, la TCDD était connue pour être dangereuse pour la santé humaine sur la base presque exclusive d'études toxicologiques. Les études épidémiologiques étaient rares et limitées au suivi de cohortes de travailleurs de l'industrie, c'est-à-dire d'adultes (souvent des hommes) accidentellement exposés à de fortes concentrations de dioxine. La contamination par ce poison d'un environnement naturel et d'un milieu habité était une situation sans précédent, un parallèle pouvant être établi avec la condition d'exposition à la nocivité de l'agent orange que vivaient à l'époque les populations vietnamiennes, suite à son usage par l'armée américaine. Les scientifiques ne savaient pas prévoir les dégâts ni même fournir des méthodes de décontamination. En outre, il n'existait pas d'instruments permettant de mesurer le niveau de concentration de TCDD dans le sang. L'incertitude était

radicale – la seule certitude étant l'extrême toxicité de cette molécule. Pour tout dire, le nuage toxique était passé au début pratiquement inaperçu, considéré par les habitants de Seveso et Meda comme une nuisance habituelle. Pour eux, il était normal qu'il y ait des nuages et des « odeurs » sortant de l'usine (localement appelée avec ironie « l'usine des parfums »), comme il était habituel que des animaux d'élevage (moutons ou lapins) soient trouvés morts. Leurs propriétaires emmenaient directement les carcasses à l'entrée de l'usine et ils étaient dédommagés sur place, ce qui alimentait la rumeur selon laquelle les propriétaires, généralement des immigrés du sud de l'Italie ou de la Vénétie, auraient tué les animaux exprès pour encaisser le dédommagement. Les autorités locales connaissaient mal les productions d'ICMESA et étaient ainsi dépourvues des informations nécessaires pour évaluer les conséquences du nuage.

Dans les jours qui suivirent l'explosion, des phénomènes alarmants se produisirent dans les environs de l'usine : chute soudaine des feuilles d'arbres, mort de petits animaux (en particulier les oiseaux et les chats), disparition d'insectes, apparition d'une mystérieuse maladie de la peau (qui s'avérera être de l'acné chlorique) qui touchait principalement les enfants. Le 19 juillet seulement, les experts de Roche informèrent les autorités italiennes que l'accident survenu chez ICMESA avait provoqué une dissémination massive de TCDD. Il fut alors décidé d'évacuer une partie de la population de Seveso et Meda. Du jour au lendemain, 736 habitants furent contraints de quitter leur domicile, sans rien emporter de leurs biens. Deux cents d'entre eux ne rentrèrent plus jamais dans leurs habitations, pour la plupart des petites maisons, parce qu'elles furent démolies avec tout ce qu'elles contenaient pendant les travaux de décontamination. Plus de 80 000 animaux d'élevage furent tués préventivement.

Les autorités procédèrent ensuite à la définition de trois « zones à risque » : une zone A de 108 hectares, évacuée ; une zone B de 269 hectares, avec des restrictions importantes pour plus de 4 600 habitants ; une zone dite « de respect » de 1 430 hectares, avec des précautions imposées à la population (31 800 habitants). Ce zonage fut réalisé officiellement sur la base de la trajectoire estimée du nuage toxique et sur les résultats des analyses d'échantillons de sol. En réalité, la définition des zones à risque fut fortement influencée par des considérations de faisabilité pratique et de réduction des dommages socio-économiques qui auraient résulté d'une évacuation totale de la zone touchée par la catastrophe. Une zone de 15 ha autour de l'usine fut transformée en désert avec la

destruction d'immeubles, d'arbres, de plantes et l'enlèvement de la couche superficielle de terre (jusqu'à 45 centimètres de profondeur). La conception des zones à risque conduisit à une réduction sensible de la zone critique, avec pour effet de produire un chevauchement entre le territoire de Seveso (et sa population) et le territoire à risque. Seveso apparut à ses habitants comme la ville que les autorités avaient décidé de sacrifier de manière à réduire l'ampleur de la crise sanitaire et, surtout, à limiter les dégâts causés à l'économie de l'artisanat du meuble, encore aujourd'hui l'une des principales activités productives de la Brianza.

La définition de zones à risque ne fut qu'une des mesures prises par les autorités publiques pour réduire l'incertitude à laquelle elles étaient confrontées. Plusieurs commissions technico-scientifiques d'experts furent créées pour élaborer des solutions « clés en main » : sur la santé, la décontamination, la reprise socio-économique, etc. Ces commissions faisaient comme si la définition des problèmes était une question sans ambiguïté et non conflictuelle. Les citoyens (et leurs représentants politiques au niveau municipal) ne participèrent guère au processus de décision sur la manière de répondre à la crise, même si les décisions prises eurent un impact énorme sur les personnes, à la fois individuellement et au niveau de la communauté des habitants.

Étant donné les effets tératogènes de la TCDD, les femmes enceintes de la zone contaminée eurent la possibilité de recourir à une interruption volontaire de grossesse (dans la limite du troisième mois), même si l'avortement était encore illégal en Italie à l'époque. La lutte des mouvements sociaux pour la dépénalisation de l'avortement était à son apogée, mais Seveso était une ville de tradition catholique, avec une forte présence de mouvements pro-vie. Dans une atmosphère tendue et conflictuelle, une trentaine de femmes de la zone contaminée eurent recours à une interruption volontaire de grossesse.

Parmi les décisions dont la population fut exclue figure également le plan à mettre en œuvre pour la décontamination. Les autorités publiques avaient envisagé la construction d'un incinérateur dans la zone A pour éliminer les déchets. Pendant deux ans (1977-1979), une mobilisation citoyenne, épaulée par des scientifiques et des groupes écologistes locaux et internationaux, demanda l'abandon du projet d'incinérateur pour un projet alternatif d'enfouissement des déchets toxiques dans la zone la plus contaminée, selon le protocole nucléaire, et sa reforestation. A la place de l'incinérateur, les habitants demandaient la création d'un bois de chênes comme il y en avait eu jadis dans la région. Selon eux, là où

l'incinérateur aurait pérennisé la destruction infligée par le désastre, le bois - aujourd'hui devenu un « parc naturel », le Bois des Chênes, ouvert au public en 1996 - leur offrait la possibilité d'imaginer un avenir à nouveau vivable pour Seveso. Avec la tentation d'oublier que, sous le bois, la permanence des déchets faisait de ce lieu un espace naturel refait sur un fond toxique.

***La lumière qui crée de l'ombre. Ce qu'on ne peut pas compter. Ce qui ne compte pas***

Dans l'histoire que j'ai retracée, il est possible de reconnaître des « mécanismes » récurrents dans les situations de catastrophes écologiques et qui favorisent, de manière plus générale, l'invisibilité des dégâts qu'elles causent.

Un premier mécanisme consiste dans la tendance des autorités publiques à intervenir de manière à circonscrire l'étendue spatiale de l'événement désastreux, en rendant ainsi la crise gérable et en rassurant l'opinion publique. Cette opération équivaut à mettre certaines zones au centre des opérations de remédiation, pour laisser le reste dans l'ombre. Encore récemment, dans l'ancienne « zone de respect », on a découvert des concentrations de TCDD dans les sols telles qu'elles justifiaient, en 2017, l'interruption des travaux pour la construction d'une nouvelle autoroute.

Un deuxième mécanisme, étroitement lié au précédent, consiste dans le fait que la lumière éblouissante de la catastrophe exceptionnelle crée de l'ombre sur d'autres catastrophes plus ordinaires. Par exemple, le désastre de la dioxine a placé dans l'ombre la pollution que d'autres industries chimiques ont continué à produire dans la région « après Seveso », avec des effets avérés sur la santé des travailleurs et l'environnement. Il existe aujourd'hui 370 sites contaminés par l'industrie chimique recensés en Brianza.

Un troisième mécanisme est l'inadaptation à la situation de contamination environnementale des logiques de production de connaissance épidémiologique sur les dommages sanitaires. La preuve scientifique du lien causal entre molécule toxique et maladie est nécessaire à la reconnaissance des dommages sanitaires devant les tribunaux mais elle est très difficile à produire. A Seveso, les études réalisées au cours des dernières décennies confirment que, même si l'hécatombe redoutée n'a pas eu lieu, les effets de la dioxine sur la santé de la population touchée ont été variés et parfois persistants au fil des générations. Les données épidémiologiques confirment que l'incidence de certaines

maladies cancéreuses a augmenté à la suite de la pollution. D'autres conséquences sanitaires sont également prouvées. Les garçons nés de femmes contaminées au moment de l'accident pâtissent aujourd'hui de problèmes d'infertilité de façon statistiquement significative. En effet, la TCDD agit comme un perturbateur endocrinien qui affecte le système immunitaire et hormonal, favorisant ainsi l'émergence de diverses pathologies, sans être associée à une pathologie spécifique comme c'est le cas pour l'amiante et le mésothéliome pleural. Il a été ainsi méthodologiquement malaisé de déterminer, pour l'accident de Seveso, des relations de cause à effet entre la libération massive de dioxine et la survenue de maladies, puisque la population de la zone contaminée constituait un échantillon statistiquement trop faible pour une telle opération.<sup>3</sup> Cette incertitude a pesé sur la non-constitution d'un « groupe circonstanciel » de victimes de l'accident<sup>4</sup>. En conséquence, aucune étude épidémiologique ne fut construite en collaboration avec les habitants, qui aurait pu apporter des réponses à leurs inquiétudes. Plus spécifiquement, la recherche épidémiologique a été guidée par les questions que les scientifiques ont formulées à partir de leur intérêt pour la connaissance du fonctionnement de la molécule de dioxine, et non pas à partir des interrogations des habitants sur leur propre santé. Le résultat est que les études épidémiologiques sur la population exposée à la dioxine à Seveso abondent mais les inquiétudes des citoyens persistent.

Dans les mois qui suivirent l'accident, la multinationale Roche avait pris soin d'ouvrir un guichet auquel toute personne pouvant prouver qu'elle avait subi un dommage, matériel ou sanitaire, pouvait s'adresser pour négocier un dédommagement. La gestion privatisée du processus de compensation est un quatrième mécanisme qui, à Seveso, a contribué à invisibiliser des dommages, en empêchant l'émergence d'un collectif de victimes structuré. Des conflits persistent encore aujourd'hui, entre ceux qui ont demandé et obtenu une indemnisation (souvent des petits entrepreneurs ayant perdu leur maison et leur outil de travail) et ceux qui n'ont été pas reconnus éligibles aux dédommagements ou bien ont choisi de ne pas demander d'indemnisation (par exemple pour les dommages moraux). Sans

---

<sup>3</sup> Cf. Laura Centemeri, What kind of knowledge is needed about toxicant-related health issues? Some lessons drawn from the Seveso dioxin case, in S. Boudia, N. Jas (ed.), *Powerless Science? The Making of the Toxic World in the Twentieth Century*. Oxford and New York: Berghahn Books, 2011.

<sup>4</sup> Un « groupe circonstanciel » de victimes est un groupe qui agit collectivement de manière à lier l'action en justice pour dommages à des objectifs plus généraux et pas seulement à l'obtention d'une indemnisation. Cf. Jean-Paul Vilain et Cyril Lemieux, La mobilisation des victimes d'accident collectifs. Vers la notion de 'groupe circonstanciel', *Politix*, 1998, 44, 135-160.

jamais reconnaître officiellement sa responsabilité dans le désastre, pourtant établie par une commission d'enquête parlementaire, Roche a également dédommagé les municipalités, la région et l'État, toujours dans le cadre de règlements extrajudiciaires et avec la contrepartie qu'aucune action en justice ultérieure ne serait entreprise. Pour Roche, ICMESA était une usine pour les productions «sales», dans un pays ayant une législation très limitée sur l'écologie et la santé au travail, ce qui lui avait permis de faire des économies. A ce propos, Laura Conti souligne à plusieurs reprises l'importance des modes dominants d'attribution de la valeur à des lieux, des êtres, des relations, des objets dans les mécanismes de production de l'invisibilité des dommages à l'environnement, en faisant que certaines pertes sont jugées négligeables. Par exemple, devoir laisser une maison qu'on avait bâtie avec ses propres mains, se séparer de ses plantes et de ses animaux, abandonner une certaine vue qu'on avait de chez soi et qu'on aimait, ou perdre ses photos d'enfance, les lettres d'un amoureux, les casseroles héritées de la grand-mère détruites avec la maison. Cela ne compte pas, et pourtant...

Il y a également ces choses qui ne sont pas dites parce qu'elles sont trop intimes, comme le fait de renoncer à faire un enfant en raison du risque tératogène généré par la dioxine ; ou ces choses qui, pour certaines femmes de Seveso, ne pouvaient pas être mentionnées, comme les avortements, volontaires ou «spontanés». A ce propos, Laura Conti a écrit dans son roman inspiré des faits de Seveso *Una lepre con la faccia da bambina* (1978) : « *Il y a eu un médecin qui a fait écouter les battements de cœur de son embryon à une femme qui avait demandé à avorter. Mais il n'a pas été techniquement possible d'enregistrer la lente extinction des battements de cœur des embryons morts 'spontanément', afin d'envoyer les enregistrements aux actionnaires de Givaudan* ». Dans ce roman, Laura Conti raconte la catastrophe du point de vue des êtres dont la voix ne compte pas : les animaux tués par le nuage toxique, comme les chats, les chiens, les poulets, les lapins, les moineaux ou supprimés par précaution, comme les vaches. Les voix des enfants ne comptèrent guère plus, bien que les enfants aient été les victimes les plus visibles. C'est sur leurs visages que l'effet de l'acné chlorique a été le plus marqué et le plus durable. Mais les conséquences de leur expérience de privation d'une vie « normale », sur plusieurs années, les ont également marqués. Lors de mon travail d'enquête à Seveso, un homme m'expliqua ce que ces années après le désastre avaient été pour lui : « *J'avais huit ans à l'époque de l'accident de l'ICMESA. Pour moi, le désastre a impliqué une soustraction*

*progressive de territoire, que j'ai vécue avec beaucoup de souffrance. Nous, les enfants, ne pouvions plus nous assoir par terre et jouer dehors. Les champs étaient clôturés comme des champs de mines, il y avait ces barrières, avec du fil de fer barbelé partout ».*

Aujourd'hui, cet homme, qui s'appelle Damiano, a cinquante ans. Après des études d'agriculture, il est devenu militant environnementaliste, d'abord dans le groupe local de *Legambiente* à Seveso, puis en tant que directeur régional pour la Lombardie, et enfin en qualité de membre du secrétariat national, avec la responsabilité de la problématique des sols et de leur dégradation. L'expérience de Damiano et des fondateurs du groupe local *Legambiente* « Laura Conti » de Seveso, est un exemple concret de la tentative de faire pousser une alternative dans les « ruines du capitalisme », des difficultés avec lesquelles cette volonté s'est heurtée et des possibilités qu'elle a ouvertes.

### ***Devenir des indigènes courageux qui prennent soin de leur propre morceau de biosphère***

Le groupe local *Legambiente* « Laura Conti » a été fondé en 1990 par un petit groupe de militants dont certains liés par une longue amitié. Originaires de la région de Seveso, ces hommes et ces femmes étaient adolescents au moment des événements de l'ICMESA. Les mobilisations qui ont suivi la catastrophe ont été leur baptême politique - un baptême qui n'a pas été des plus heureux. Le désastre de Seveso est ainsi paradoxal parce que, bien qu'il soit évoqué dans l'histoire mondiale de l'environnementalisme pour avoir contribué à l'émergence d'une conscience écologique européenne, il fut aussi une défaite pour le mouvement de l'écologie politique alors naissant en Italie, ce qui provoqua le découragement des militants. La centralité acquise dans la crise sanitaire de la dioxine par le conflit autour des avortement thérapeutiques, alimenté par la mobilisation des mouvements catholiques locaux, contribua à fragiliser les tentatives des mouvements de la gauche de l'époque de réunir dans une même mobilisation écologiste les ouvriers et les habitants. Ce conflit exaspéra un climat d'affrontement idéologique déjà très tendu, l'Italie étant en 1976 en plein milieu des années du terrorisme.

Comment ces jeunes, témoins d'un échec politique, donnèrent-ils sens à cette défaite ? Pour certains d'entre eux, cela impliqua de quitter Seveso. Laura, dès qu'elle le put, déménagea à Milan, où elle s'impliqua dans les luttes féministes et notamment dans l'expérience de la « Librairie des femmes », un des foyers de réflexion les plus importants du

féminisme italien. Marzio décida aussi de partir, en réaction également au choix de la lutte armée dans laquelle des camarades qui lui sont proches s'engagent. Pour sa part, il s'engage dans la coopération internationale, ce qui l'amena à passer de longues périodes en Amérique du Sud et en Afrique. D'autres, tel Gabriele, restèrent et poursuivirent leur engagement politique sur le territoire, sans perdre le lien avec ceux et celles qui étaient partis. Ces expériences amenèrent progressivement ces militants à convenir qu'une action politique environnementaliste nécessitait de prendre au sérieux les relations d'interdépendance entre les êtres humains, et entre les humains et les territoires. Cela ne pouvait rester une posture théorique : il faut s'attacher concrètement à un territoire si on veut travailler à un changement politique. C'était leur façon de traduire l'idée de « penser globalement et agir localement ». Dans leur langage, où se mêlent écoféminisme, pacifisme et environnementalisme : « *Il faut prendre soin du territoire* ». Pour ce faire, il faut devenir « indigène » comme l'écrivit jadis Alex Langer, l'un des fondateurs des Verts italiens. Langer appelait en effet à « *agir comme des 'indigènes' inflexibles et courageux là où nous vivons et œuvrons, avec une vision solidaire et globale, mais aussi avec cet enracinement et cette responsabilité spécifiques pour son propre 'morceau de biosphère'* »<sup>5</sup>.

C'est dans l'idée de s'attacher à un territoire que Marzio et Laura décidèrent de rentrer à Seveso pour donner naissance, avec Gabriele et d'autres, à un groupe local de *Legambiente*. Dans les mots de Laura : « *La décision de revenir a été un pari, le pari qu'ici, à Seveso, dans un territoire colonisé et maltraité par le capital, il était possible, en partant d'un noyau de relations fortes et consolidées, de déclencher un processus de modification sociale, environnementale et économique. En partant de ce territoire, bien sûr, mais pas seulement pour ou dans ce territoire* ». Dans ce pari, l'enseignement de Laura Conti sur l'importance de comprendre la culture locale pour pouvoir y trouver des prises pour un agir transformateur est fondamental.

Le groupe comptait juste une dizaine de membres et avait du mal à impliquer les gens de Seveso dans ses activités et à s'intégrer dans la vie associative de la ville. L'occasion d'un changement se présente en 1992. Damiano, à l'époque jeune membre de *Legambiente*, écrit une lettre au maire de Seveso en lui demandant l'autorisation de pouvoir « prendre soin » (selon ses mots) du *Fosso del Ronchetto*, une friche au nord de la ville,

---

<sup>5</sup> Alexander Langer (1946-1995), « Giustizia, pace, salvaguardia del creato », *Equilibri*, IX-3, 2005, p. 627-634.

abandonnée et devenue une décharge, comme nombre d'autres espaces ouverts de Seveso. A l'intérieur du bois se trouvent une zone humide et deux petits étangs habités par des grenouilles menacées de disparition. A la suite de cette lettre, l'adjoint au maire pour les politiques environnementales, décide de convoquer les associations environnementalistes présentes sur le territoire (*Legambiente* et *WWF*) pour leur proposer de financer les travaux nécessaires à transformer le bois en « oasis naturelle », et leur confie ces travaux. Le travail au bois devient l'occasion pour les militants de découvrir un engagement environnementaliste associé à une activité pratique dans la nature, et de rencontrer et de collaborer avec des personnes qui, autrement, n'auraient jamais participé aux activités du cercle. C'est le cas des militants du WWF, mais aussi des membres de la section locale du Club Alpin Italien. Il s'agit, au début, d'une simple collaboration de personnes qui travaillent dans le bois et qui n'engage pas directement les associations. Les savoir-faire pratiques acquis par les environnementalistes s'avèrent des instruments efficaces de légitimation vis-à-vis de la communauté locale. Le « soin » mis dans le « travail bien fait » est une source de reconnaissance de leur activité dans la communauté locale. Le travail au Fosso del Ronchetto conduit les militants à promouvoir d'autres initiatives de récupération d'espaces naturels abandonnés dans la ville, comme étant, dans leur vision, autant d'initiatives qui visent à réparer le dommage de la TCDD. La dioxine a détruit des relations sociales et écologiques : c'est leur reconstruction que ces initiatives cherchent à promouvoir, d'une manière très concrète, en retissant des relations entre les personnes et entre les personnes et les lieux. Mais ce n'est pas une reconstruction à l'identique.

En 1995, les mêmes militants créent une entreprise sociale autogérée (nommée *Natur&*). Le projet est de développer davantage d'opportunités de travail dans le domaine de l'environnement, rendant ainsi possibles aux habitants de la ville des choix d'engagement professionnel « vert ». L'idée des militants est de « *promouvoir sur un territoire de petits entrepreneurs une idée alternative d'entreprise* », selon les mots de Laura. Dès le début, l'entreprise sociale *Natur&* associe les activités de récupération d'espaces naturels avec des activités sociales, à destination des gens âgés mais également des enfants et adolescents en situation d'éloignement familial et des femmes victimes de violence. Ainsi, dans le parc de la *Villa Dho*, dont le groupe de *Legambiente* devient le gestionnaire, un centre pour personnes âgées presque laissé à l'abandon est transformé en un lieu où organiser des événements culturels ouverts à tous. A côté du terrain de

pétanque, est créé un potager dont les personnes âgées s'occupent, ainsi qu'un centre d'éducation environnementale pour les enfants.

En 1998, les militants de *Legambiente* participent à la création d'une liste citoyenne pour les élections municipales. La coalition emporte la victoire électorale, et Marzio est nommé adjoint au maire pour les politiques environnementales et sociales. La présence environnementaliste à la mairie garantit un soutien aux initiatives locales du groupe. C'est donc à l'initiative de Marzio, en collaboration avec les maires des autres communes touchées par le désastre de 1976, qu'une agence intercommunale (*Innova21*) est créée pour promouvoir des politiques environnementales coordonnées. C'est toujours la mairie de Seveso qui soutient, dans le cadre des activités de l'Agenda 21, la réalisation du projet « Le pont de la mémoire », proposé à l'administration par *Legambiente*. Il débouche, en 2004, sur la réalisation du « Sentier de la mémoire » dans le Bois des Chênes, soit onze panneaux installés tout au long d'un sentier qui traverse le parc et qui racontent, avec des textes et des images, le désastre de l'ICMESA. La réalisation de ce sentier, fruit d'un travail de deux ans et d'un processus participatif complexe, est un résultat important du projet politique qui a guidé le retour à Seveso des militants, mais c'est également une expérience qui en a montré certaines limites. Lors de la discussion pour la réalisation des panneaux du Bois des Chênes, il n'a pas été possible de revenir sur les questions aujourd'hui encore conflictuelles - les dommages à la santé, les dédommagements, les avortements - et de construire une position commune pour dénoncer les responsabilités de Roche. La position dominante a été de converger vers une « mémoire discrète » de la catastrophe, c'est-à-dire de garder le silence sur tout ce qui pourrait potentiellement relancer des conflits dans la communauté locale.

En outre, si l'engagement politique à la mairie a initialement favorisé les initiatives des environnementalistes, il devint une arme à double tranchant lorsque les équilibres locaux ont changé pour des raisons qui dépassent le simple contexte local, et que d'autres forces politiques se sont affirmées avec d'autres programmes. Le groupe local de *Legambiente* continue malgré tout à être une force motrice pour les initiatives écologistes locales et supra-locales. Les militants poursuivent, avec l'aide de nouveaux membres et dans de nouveaux équilibres politiques, leur travail écologique et culturel. Récemment, le groupe a pris un rôle important dans la coordination du mouvement qui s'oppose à la réalisation d'une autoroute dans une région où les grands projets d'infrastructures se multiplient.

Prendre soin et contester, apparaissent aujourd'hui plus que jamais complémentaires et nécessaires.

### ***Une politique attachée au territoire habité***

L'expérience des militants de Seveso s'inscrit dans une pratique politique qui opère à l'interface et en collaboration (plus qu'en conflit) avec les acteurs institutionnels. Les réalités associatives et économiques qui ont concrétisé le projet de réparation socio-écologique des dommages causés par la dioxine à Seveso ont pris la forme d'initiatives de « tiers secteur ». Cette notion a été introduite en Italie à la fin des années 1980, pour indiquer un mouvement d'auto-organisation sociale pour répondre aux besoins fondamentaux, né de la volonté de « *dépasser aussi bien la solution autoritaire d'une 'société totalement administrée' (de type collectiviste, mais également sociale-démocrate), que la solution néolibérale de la mise en liquidation des institutions de protection sociale, grâce à la contribution décisive des ressources du volontariat et à la capacité d'initiative de la société civile* »<sup>6</sup>. De ce point de vue, les expériences menées à Seveso par les militants de *Legambiente* ont permis de soutenir localement et de diffuser une logique d'organisation « par le bas » de pratiques de soin socio-écologique du territoire. En même temps, les membres de ce collectif se sont heurtés à certaines des limites qui, de manière plus générale, ont marqué l'expérience du tiers secteur italien.

Dans le cas des militants de Seveso, la collaboration avec les institutions a contribué à faire émerger au sein de l'administration locale une conscience plus aiguë de l'importance des questions environnementales. En même temps, cette collaboration n'a été possible qu'au prix de concessions et de compromis, dans le cadre de contraintes peu ou pas négociables dictées par les équilibres entre partis politiques, et entre niveaux de gouvernement (local, régional, national). Les épreuves de la collaboration avec les institutions locales ont progressivement conduit à une amplification des points de désaccord et de tension au sein du groupe de militants. Cela a conduit à remettre partiellement en cause l'équilibre délicat sur lequel le groupe de *Legambiente* avait construit son projet politique de « retour à Seveso ». Ce projet s'appuyait sur l'articulation

---

<sup>6</sup> Ota de Leonardis et Tommaso Vitale, Les coopératives sociales et la construction du tiers secteur en Italie, *Mouvements*, 2002, 1(19), 75–80.

étroite entre une vision stratégique de prise de responsabilité publique pour impulser un changement (d'où la participation aux élections locales) et une vision féministe de transformation du social par la « politique première », c'est à dire par la centralité politique reconnues aux pratiques quotidiennes qui régissent la reproduction des êtres humains et de leurs environnements<sup>7</sup>.

Aujourd'hui, dans la conscience des différences qui le traversent, le groupe anime une variété d'initiatives dans le domaine écologique et social, y compris des initiatives de type contestataire. Les pratiques écologiques ou féministes – ces dernières étant notamment orientées vers le soutien aux mineurs en difficulté et à leurs familles - continuent de promouvoir activement sur le territoire de Seveso des possibilités de faire l'expérience d'une relation à l'environnement et à ses habitants qui renvoie à des modes de valorisation (des êtres, des lieux, des choses, etc.) s'écartant des modèles dominants.

Comme l'a souligné Laura Conti, la catastrophe écologique de la dioxine a rendu visible l'importance de transformer nos attachements comme condition nécessaire, bien que pas suffisante, pour une transformation écologique de la société. Nombre d'alternatives écologiques incarnent aujourd'hui, en Italie comme ailleurs, cette nécessité de transformer nos attachements comme réponse à la multiplication et à l'accélération des processus qui « ruinent » les milieux, en expérimentant des modes d'organisation écologique, sociale et économique plus justes et durables. Cette transformation demande une pratique politique qui prenne la forme d'une implication matérielle et technique mais aussi affective avec les territoires et leurs habitants. Cette « politique attachée au territoire habité » est une politique sensible, concrète et interstitielle ; une politique basée sur l'observation, l'écoute et la recherche des bonnes prises. Sa force réside dans le témoignage quotidien de possibilités concrètes de prendre soin et de réparer des territoires ruinés, dans un dialogue constant avec leurs habitants. Son articulation avec l'action collective et la politique de la représentation reste une question ouverte qui demande à multiplier les formes de « collaboration ». Comme le cas des militants de Seveso le montre, celle-ci n'est pas toujours aisée mais elle est aujourd'hui fondamentale pour une transformation écologique de nos

---

<sup>7</sup> La « politique première » a été définie par le groupe féministe de la *Libreria delle donne* comme l'ensemble des actions qui consistent à « mettre au monde le monde ». Voir « E' accaduto non per caso », *Sottosopra*, janvier 1996.

sociétés qui ne pourra se faire qu'à travers une politique de coalitions, soucieuse de ménager les différences.